Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°2—111
25 janvier 2023

25.000 à Rennes !

Beaucoup de monde au départ de la manif malouine

Manif aux flambeaux très dynamique à Combourg

Manif des orgas de jeunesse le 21 janvier à Paris

Pendant toute la durée du mouvement contre la réforme des retraites (et après), *ROUGE EMERAUDE* augmentera sa fréquence de parution et publiera toute contribution, information, échange en soutien à la lutte

Pour prendre contact avec *ROUGE EMERAUDE*:

rouge.emeraude35@gmail.com

après l'immense vague sociale du 19 janvier, ON PEUT, ON VA ...GAGNER !

Les chiffres de grève et de manifestation du 19 janvier sont historiques.

Avec 1,2 million de manifestantEs selon la police, plus de deux millions selon l'intersyndicale, des taux de grève très importants (ainsi plus de 70% dans l'éducation), des manifestations massives dans les villes. 50.000 à Toulouse, 20.000 au Mans, 50.000 à Nantes, 13.000 à Quimper, 25.000 à Rennes... et plusieurs centaines de milliers à Paris, on est à un niveau de mobilisation populaire jamais vu depuis au moins 20 ans.

Dans toutes les villes, y compris plus modestes comme à Saint-Malo - plus de 3000 - ou à Combourg—350 -, les chiffres sont supérieurs à ceux des grandes grèves de 1995, avec parfois unE habitantE sur 7 ou 8 dans la rue. Dans le privé, la participation est exceptionnelle, avec des grévistes dans l'agroalimentaire, l'automobile, de l'électronique...

Une colère générale

Le déclencheur de ce mouvement est cette réforme injuste des retraites, qui contraindrait les salariéEs à travailler deux années supplémentaires, avec une durée de cotisation plus longue... et donc des pensions réduites. Tout cela pour transmettre des dizaines de milliards aux grandes entreprises et tenter de passer un cap dans la mise en place de fonds de pension, de complémentaires retraite qui deviendraient nécessaires pour ne pas vieillir dans la misère.

Pourtant on sait que mettre la retraite à 60 ans et à 37,5 annuités, avec retour aux 10 meilleures années de calcul dans le privé, ne pèserait environ que 3,5% du produit intérieur brut (PIB), qui pourraient être récupérés en taxant réellement les riches et les grandes entreprises et en arrêtant les cadeaux fiscaux aux plus aisés. Les « solutions » violentes de Macron ne sont donc nullement inéluctables.

Au-delà du refus de cette contre-réforme, c'est un véritable ras-le-bol face à la situation économique et sociale globale qui s'exprime: les pensions étaient déjà faibles suite aux précédentes contre-réformes et l'inflation actuelle, et l'explosion des prix réduit encore le pouvoir d'achat des catégories populaires. Le ras-le-bol, la colère, sont là, contre Macron, contre ce gouvernement, contre leur mépris, contre leurs politiques injustes.

Construire un mouvement pour gagner

Macron doit retirer sa réforme, il faut rétablir la retraite à 60 ans et augmenter les salaires. Nous allons donc devoir hausser le niveau de mobilisation, passer d'une journée de grève, même très réussie comme le 19, à une grève reconduite jusqu'à la victoire, encore plus massive, avec la participation de nouveaux secteurs.

Les organisations syndicales se sont mises d'accord sur un nouvel appel à la grève le mardi 31. Il aurait été préférable d'annoncer une date plus rapprochée cette semaine, en accélérant le rythme pour que le mouvement passe à la vitesse supérieure. Il s'agit maintenant d'organiser des assemblées générales sur les lieux de travail et d'études, des assemblées interprofessionnelles locales, des meetings, des rencontres sur les marchés, dans les quartiers... Il faut mettre sur pied des comités de grèves et des coordinations élus en assemblée générale partout où cela est possible pour assurer l'unité des travailleurs. Tout ceci pour renforcer et amplifier la mobilisation en préparant la reconduction de la grève dès le 1er février. Car ce n'est pas à l'Assemblée nationale ou par un référendum, mais bien dans la rue et par la grève que nous pouvons gagner.

L'ensemble des organisations syndicales et des partis, toute la gauche sociale et politique, la grande majorité de la population, s'opposent à la réforme. Si elle passe, le gouvernement se sentira pousser des ailes et accélérera les attaques. Au contraire, si nous gagnons, nous pouvons renverser la vapeur, arracher le retour de la retraite à 60 ans

MARDI 31 JANVIER
encore plus nombreux.ses en grève et dans la rue!

BREVES DE PONTONS

Interview d'un soignant du CH de Saint Malo
PAS QUESTION DE BOSSER DEUX ANS DE PLUS !

Quelles ont été les réactions des soignants à l'annonce de la réforme des retraites ?

Énormément de soignants avant 10 ans d'hôpital n'en peuvent plus et veulent partir. Très peu de candidats postulent à l'embauche... Alors travailler 2 ans de plus c'est une blague, inimaginable... Ou alors partir avant avec une retraite minable, après avoir donner des années en travail posté, plus les WE ? Sans parler des risques ostéo, car nos tâches sont souvent très physiques.

Quelle a été la participation des soignants à la manif du 19 ?

Très difficile à évaluer car il n'y avait pas de cortège unique et une bonne partie a été manifester à Rennes. Il y avait tout de même des petits groupes de plusieurs dizaines de Sud et de la CGT. On remarquait aussi d'autres groupes, notamment de la CFDT qu'on ne voit pas d'habitude. Surtout, beaucoup sont venus individuellement, avec des amis, en famille etc. Mais ce que je peux dire, c'est que la colère était générale.

L'hôpital a connu deux longues grèves des soignants, qui ont surtout concerné les urgences, quel bilan en tires-tu ?

Se mettre en grève à l'hôpital est compliqué... Cela veut dire avoir confiance dans le fait que nous pouvons gagner, que le mouvement ne s'arrêtera pas à quelques grosses journées d'action, mais ira jusqu'au bout. La grève des soignants de cette année et celle des urgences, il y a 3 ans, ont été dynamiques car tout en étant soutenues par Sud et la CGT, ces mobilisations s'appuyaient sur les initiatives des collègues, surtout des urgences, pour faire le tour des services pour mobiliser, préparer des pancartes, organiser des animations lors des mobilisations...

Les acquis de ces luttes ?

Nous avons obtenu quelques postes en plus, mais ça ne correspond ²pas aux revendications de départ. La mobilisation s'est construite pour l'ouverture de 20 lits, afin de décharger les urgences, de soulager les patients qui restent des heures voire des nuits sur leurs brancards... Cette revendication ne peut être obtenue sans un rapport de force beaucoup plus important qui dépasse les urgences et même le cadre de l'hôpital... Il faudrait regrouper une bonne partie de la population et des salariés d'autres entreprises. Car le système est tellement coincé qu'un rapport de force plus large et radical est indispensable pour faire bouger la situation de l'hôpital.

Mais ces mobilisations ont-elles laissé des traces ?

Il y a tout de même un acquis très important de ces luttes : la constitution d'une équipe de collègues solidaires, sachant se mobiliser, prendre des initiatives. Sans attendre des mots d'ordre ou de plans d'actions venus d'en haut, mais sachant les construire et les créer.

Dans cette bataille pour défendre les retraites, on ne peut pas compter que sur les initiatives syndicales. Ca ne suffit pas. Localement, sur l'hôpital de Saint Malo, les syndicats de lutte sont ouverts. Ils soutiennent les collectifs et font confiance aux initiatives de la base Mais ce n'est pas le cas au niveau des directions syndicales nationales qui se méfient de tout ce qui peut les déborder. Et pourtant la mobilisation ne pourra pas gagner sans ces initiatives et organisations à la base. Ce sont les leçons que nous pouvons tirer des précédentes mobilisations contre les réformes des retraites, que ce soit sous les gouvernements de gauche ou ceux de droite... Ce qui fait peur au pouvoir, ce n'est pas seulement le nombre, même s'il est évidemment très important, c'est la radicalité et le caractère incontrôlable des luttes. Le mouvement des gilets jaunes l'a bien montré, même s'il n'est pas parvenu à se structurer.

recueilli par GD

Les articles signés n'engagent pas la publication
et sont publiés sous la responsablité de leur auteur.trice.

DEMOGRAPHIE MALOUINE, LOGEMENT ET PLU...

L'Insee a publié, il y a quelques jours, les chiffres de la population au 1/01/2020 et également un comparatif entre 2014 et 2020,

Il apparaît qu'à Saint-Malo ville la population s'établirait à 46.995 habitant.es, avec une progression de +1015 (+2,2%) en 6 ans.

Pour l'agglomération, on décompterait 85.342 habitant.es avec une progression de +3.538 entre 2014 et 2020 (+4,32%)

A l'heure où la question du logement est particulièrement prégnante et que, dans nombre de communes, la révision des Plans Locaux d'Urbanisme est à l'ordre du jour, il n'est pas sans intérêt de relier ces sujets avec l'évolution démographique.

On observera que si toutes les communes de l'agglo ont progressé en population (sauf Saint-Benoît– des-Ondes pour cause vraisemblablement d'impact du Plan de Protection contre les Risques de Submersion Marine), la croissance à Saint-Malo est bien moins forte que dans les communes périphériques. Le haut niveau des prix en acquisition mais aussl en location des appartements et maisons malouines est évidemment la cause de cet écart.

Mais le plus troublant dans cette affaire est le rapprochement que l'on peut faire entre les 1015 « nouveaux » habitant.es comptés à Saint-Malo entre 2014 et 2020 (ce qui correspond à la mandature Renoult) et les 5452 logements dont la création a été autorisée pendant la même période (source .https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/liste-des-permis-de-construire-et-autres-autorisations-durbanisme).

De quoi alimenter le débat sur le PLU et la question qui taraude beaucoup de monde :« pourquoi et surtout pour qui construire 500 logements/an » comme le répète à l'envie G. Lurton. *DB*

ROUTE DU RHUM: M. LURTON AVAIT PROMIS...

Les feux de la rampe médiatique se sont éteints sur l'édition 2022 de la Route du Rhum.

On nous avait promis « *une étude d'impact* » portant « *sur l'événement en lui-même mais aussi sur l'environnement, les retombées économiques* », réalisée par la Banque des Territoires (*Ouest-France* du 11 et 23/10/2022).

On a toujours rien vu .

Ah si, il semblerait que la fréquentation du village ait été sensiblement en deçà des 2 millions de visiteurs annoncés et n'aurait progressé que de 200.000 personnes par rapport à l'édition 2018. Tout ca pour une gêne nettement aggravée pour la population malouine ?

« Des soignants et des lits » !

C'est en arborant une banderole ainsi libellée que les médecins du Centre Hospitalier de Saint-Malo se sont exprimés lors de la traditionnelle cérémonie des vœux du 17 janvier. Regroupés dans un collectif rassemblant 200 praticien.nes du GHT, ils ont adressé, il y a plusieurs semaines, une lettre-pétition à la direction, aux élus et à l'ARS, dénonçant « *l'inadéquation inadmissible du nombre de lits, avec le nombre de soignants* »...,Un sujet qui a été posé dans le débat public depuis des mois par les personnels hospitaliers et les citoyens, tant ce qui concerne le fonctionnement actuel des établissements qu'en ce qui concerne le « grand projet » hospitalier Rance-Emeraude.

Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire et tout le monde est bienvenu pour rejoindre le combat pour l'accès à des soins de qualité pour tou.tes.

Restructuration hospitalière: ça branle dans le manche ... de la fourche !

Ca faisait près de 18 mois(!) qu'on nous répétait que l'annonce du site d'implantation du futur hôpital était « *imminente* ».

Vendredi 20 janvier, le directeur du GHT (CH Dinan, CH Saint-Malo et CH Cancale) a vendu la mèche en confirmant que le **site des Mottais à Saint-Malo** était retenu. A ce stade, les présidents des Conseils de surveillance des établissements et maires de Saint-Malo, Dinan et Cancale font semblant de n'être pas impliqués dans le choix, sans doute pour ne pas endosser l'opposition des maraîchers qui protestent (légitimement) contre la destruction de 15 ha de terres agricoles qu'induit cette option.

On a le sentiment que cette annonce –pour le coup précipitée— est aussi une conséquence du passage du dossier devant le Conseil National de l'Investissement en Santé (CNIS). D'autant qu'il ne nous a pas échappé que le coût du projet aurait été ramené à 370 millions d'€ (contre 480 dans les évaluations antérieures).

De là à penser que le CNIS aurait également fait usage d'un coup de rabot sur le Projet Médico-soignant partagé, il n'y a qu'un pas. Wait and see ! *Léonard*

LA COLERE EXPLOSE AU PEROU

Malgré une répression féroce qui a déjà fait au moins 45 morts, des centaines de blessés et d'arrestations, le soulèvement populaire ne faiblit pas au Pérou. Mardi 24 janvier, la mobilisation s'est encore renforcée avec un appel de la CGTP (Confédération Générale des Travailleurs Péruviens) à la grève générale et à multiplier les manifestations.

La haine de la bourgeoisie contre un instituteur métis

L'élection à la présidence la république du Pérou le 19 juillet 2021 de Pedro Castillo avait suscité beaucoup d'espoir dans la population. Ancien instituteur en zone rurale, Castillo avait dirigé des grèves d'enseignants. Il avait rejoint le parti **Peru Libre** qui se revendique du marxisme léninisme et multiplié les promesses : redistribution des richesses, nouvelle constitution plus démocratique. Castillo n'avait été élu qu'avec 50,12 % des suffrages et se retrouvait devant un parlement majoritairement à droite. Il s'était immédiatement heurté à l'hostilité de la bourgeoisie et de l'armée, renforcée par le racisme contre les « cholos » (métis).

Loin de tenter de mobiliser la population, il avait très vite tenté **toutes sortes de compromis avec des secteurs de la droite et du patronat,** et même écarté du gouvernement des personnalités trop marquées à l'extrême gauche. Il avait par exemple provoqué le départ de la première ministre Mirtha Vasquez, militante des droits humains et de l'environnement, pour la remplacer par l'ultra conservateur Hector Valer. Castillo avait aussi engagé comme conseiller l'ancien maire réactionnaire de Lima et patron d'une chaîne TV, Ricardo Belmont.

Ces remaniements s'étaient accompagnés de la poursuite de la politique libérale de ses prédécesseurs et de la répression des mouvements sociaux. Au point qu'il avait été exclu de Peru Libre.

Ces concessions n'ont pourtant pas suffi à la bourgeoisie et à l'armée. Deux tentatives de destitution dans le cadre des institutions avaient déjà été menées. La troisième a été la bonne. Le parlement a voté sa destitution pour « incapacité morale » le 7 décembre 2022. Castillo a alors répliqué en tentant de dissoudre le parlement, ce qui a abouti à son arrestation. Sa vice-présidente, Dina Boluarte, s'est empressée de se démarquer de lui et d'affirmer qu'elle ne partage pas l'idéologie de Peru Libre.

Boluarte concentre aujourd'hui contre elle l'hostilité de la population, mais elle refuse de démissionner. Tout au plus envisage-t-elle de nouvelles élections… pour 2024.

Un pays au bord de la famine

La **misère** qui règne au Pérou est une des principales causes de la colère. La moitié de la population, soit 16 millions de personnes est en situation d'insécurité alimentaire « modérée » et un péruvien sur cinq en situation d'insécurité alimentaire « sévère ». Le prix de la pomme de terre, aliment de base, a été multiplié par trois au cours des derniers mois. Une grande partie de la production agricole est destinée à l'exportation, par exemple le **quinoa**. Comme dans d'autres pays andins, tels la Bolivie et le Chili, le succès du quinoa dans les pays riches a abouti faire grimper son prix et à le rendre inaccessible à la population. Pour protester contre cette situation, des centaines de paysans ont envahi de grands domaines dont la production est réservée à l'exportation.

Le mouvement est parti des régions paysannes des Andes avec une grande marche qui a réussi atteindre Lima. Une partie des déshérités et des ouvriers des villes s'est jointe à eux.

Quelles perspectives ?

L'échec de Castillo est celui d'une tentative de réformer le pays dans le cadre des institutions, au prix de compromis avec l'armée, la police et les classes possédantes, car celles-ci ne veulent quasiment rien lâcher. C'est un scénario qui s'est répété au cours de l'histoire, en particulier en Amérique latine.

Aujourd'hui, la population semble déterminée à affronter les forces de répression. Des Fronts de Défense Régionale se sont constitués avec la participation de la CGTP. La centrale syndicale qui jusqu'à présent poursuivait sans résultat une concertation avec la présidente Boluarte, semble se lancer dans la bataille pour sa destitution et **l'élection d'une assemblée constituante.**

Nous ignorons quel est l'état de structuration du mouvement de révolte et les intentions des leaders locaux qui ont pu apparaître, mais il est clair que ce mouvement va devoir s'organiser pour avoir une chance, non seulement de triompher mais de ne pas se laisser voler sa victoire.

Vive la lutte des ouvriers et des paysans du Pérou !

GD

RETOUR SUR UNE REUNION PUBLIQUE UTILE CONTRE LA GUERRE EN UKRAINE

Jeudi 12 janvier, à l'appel de 18 mlitant.es syndicalistes, associatifs et politiques de la région malouine, s'est tenue à Saint-Malo une réunion publique contre la guerre d'Ukraine et la montée des dangers de guerre en Europe.

Cette initiative unitaire a permis de rassembler des mlitant.es de diverses sensibilités de gauche, interpellés par la brutalité de l'agression de l'impérialisme russe à l'égard de l'état et des populations civiles ukrainiennes. Alimenté par un exposé sur l'histoire, la culture et la situation géopolitique singulière de l'Ukraine, puis par des rappels sur les formes que prennent aujourd'hui les rivalités inter-impérialistes et leur conséquences en terme de course aux armements et de renforcement des budgets militaires, le débat a porté essentiellement sur le positionnement auquel doivent se tenir les internationalistes et les anticapitalistes.

Ainsi, il a été fait référence à la fois aux zimmerwaldiens qui se sont élevés dès l'été 1915 contre la première guerre mondiale et le virage vers l'union sacrée d'une grande partie des sociaux-démocrates européens, mais aussi aux mouvements anti-guerre qui commencent à apparaître en Russie et en Ukraine, ceci malgré la répression.

Naturellement, la question du rôle néfaste de l'OTAN et de l'unanimisme occidental en soutien sans retenue au militarisme ukrainien a été abordée, ainsi d'ailleurs que le suivisme de la presse.

Le débat très riche a permis de pointer les effets de cette guerre sur le cours belliciste qui anime aujourd'hui le gouvernement français.

Bref, des échanges d'informations et de points de vue, dans une ambiance fraternelle et au final une réunion très utile qui appelle d'autres initiatives.

413 MILLIARDS POUR L'ARMEE : LA GUERRE BOOSTE LES MARCHANDS DE CANONS

Lors de ses vœux aux armées, devant un parterre de galonnés, Macron a annoncé une loi de programmation militaire pour 2024-2030 comprenant un budget de 413 milliards d'euros. « *Un niveau inédit depuis les années soixante* », souligne le journal *Le Monde*.

Les grands bénéficiaires de cette manne seront bien entendu les fabricants d'armes qui croulent sous les commandes. Leurs actions grimpent en flèche à la Bourse. Au point que *Les Echos*, dans sa rubrique « investir » recommande de miser sur les marchands de canons. « *Les valeurs de la défense s'envolent* » annonce le quotidien, qui précise que le cours des actions de Thalés a encore grimpé de 13 % en quelques mois et celui des actions de Dassault de 10 %. Le chiffre d'affaires de Nexter, le fabriquant des canons Caesar est passé de 900 millions à 1,3 milliard grâce à la guerre d'Ukraine et il continue à monter. Avec un bénéfice de 118 millions en 2018, qui a sans doute encore monté, Nexter était déjà en excellente santé. Son actionnaire privé, la famille Bode-Wegmann, qui possède 50 % de son capital, détient aussi des actions chez le constructeur allemand des chars Léopard. Sur son site web, Nexter se vante de vendre des armes à 100 armées dans le monde. Autrement dit à presque toutes et très probablement à des armées qui se combattent, comme c'est le cas dans toutes les guerres.

C'est bien évidemment la guerre d'Ukraine qui booste ce secteur. Le budget record annoncé par Macron s'inscrit dans la logique de l'engagement de l'impérialisme français dans ce conflit.

Alors que le gouvernement mégote régulièrement sur quelques millions d'euros attribués aux chômeurs, aux handicapés et d'autres catégories défavorisées, sans parler des retraités, il n'hésite pas à balancer ainsi des centaines de milliards dans des engins de mort. Quant au retour sur investissement, on peut supposer que Macron, qui ne l'oublions pas a commencé sa carrière comme trader, parie sur les parts de marché dont les capitalistes français pourraient s'emparer en Ukraine.

GD

CHRONIQUE DES LUTTES CONTRE LA CONTRE REFORME DES RETRAITES

EELV et les RETRAITES

Dans *Ouest-France* du 28/12/2022, la nouvelle secrétaire des Verts, Marine Tondelier, répondait ainsi à la question : la lutte contre la réforme des retraites est-elle votre priorité ?

« *La vraie urgence, aujourd'hui, c'est l'urgence climatique. Il est compliqué de demander aux jeunes générations une solidarité intergénérationnelle sur les retraites tant qu'il n'y a pas de solidarité intergénérationnelle sur le climat. Je ne vois pas comment des jeunes accepteront de donner une partie significative de leur salaire pour payer les retraites de celles et ceux qui leur auront laissé une planète à plus 4°C* ».

Certes, au risque de se contredire, M. Tondelier déclarait ensuite qu'elle participerait aux manifestations parce qu'elle "*a toujours adoré manifester quand c'était pour des causes justes et celle-là l'est particulièrement*", mais cela confirme que rien n'a vraiment changé dans la direction des Verts.

À aucun moment, il n'est question de sortir du système capitaliste productiviste, pourtant cause directe du changement climatique, la question d'une autre répartition des richesses ne l'effleure même pas puisque pour elle l'argent des retraites ne se prend que sur une assette inchangée, et en prime, elle s'oppose à la solidarité intergénérationnelle en culpabilisant les aînés, comme si les plus jeunes allaient adopter un comportement différent de ceux-là dans un système inchangé.

L'idée qu'urgence climatique et urgence sociale sont liées de façon indissoluble reste étrangère aux dirigeants majoritaires des Verts...

MANIFS DU 31 JANVIER: PARCOURS….

- à Rennes, suite à la manif « maousse » du 19/01, le parcours de celle du 31 janvier va être allongé et le RDV est fixé au mail Mitterrand.
- À Saint-Malo, nous suggérons un parcours « plus politique » avec un passage voire un arrêt devant la permanence du député Bourgeault (place de la Roulais, à Saint-Servan). L'idée est de montrer à ce député, apparenté Les Républicains, ce que pensent un grand nombre des habitant.es de sa circonscription de la réforme Macron-Borne. A lui d'en tenir compte lors de ses votes lors du débat parlementaire ou d'assumer de se rallier à la macronie, avec les conséquences qui pourraient en découler, notamment en cas de dissolution de l'Assemblée Nationale.
- Pour le sud du pays malouin, on parle d'une manif plutôt à Dol qu'à Combourg, de manière à favoriser la mobilisation dans la partie Est du territoire. Ca ne sera pas pour le 31 janvier, la manif est maintenue à **Combourg à 18h30 parvis du lycée,** mais c'est en débat

Assemblée Générale
DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION
DU BASSIN MALOUIN
jeudi 26.01 de 17h30 à 19h30
Maison du Peuple de Saint Malo (13 av. Jaurès)

Vu à Saint-Malo (rue Ville-Pépin), jeudi 19 janvier. Pourra-t-on nous dire encore que seuls les fonctionnaires peuvent faire grève ?

MEETINGS

A l'initiative d'un large éventail de partis de gauche, l'organisation d'un meeting départemental en soutien au mouvement social actuel est en cours d'organisation.

Celui-ci aurait lieu le 8 février à Rennes.. A confirmer.

L'idée d'organiser ce type d'initiative a été également évoquée à Saint-Malo. Naturellement, les anticapitalistes y sont très favorables.

MANIFS DU 31 JANVIER: ANIMATION….

De l'avis de nombre de camarades et manifestant.es, la manif de Saint-Malo du 19 janvier était, certes nombreuse, mais manquait d'animation et de dynamisme, à l'inverse de celle de Combourg, par exemple.

Pour « progresser » dans ce domaine, nous suggérons de faire appel à la **créativité** de tou.tes pour animer les rassemblements à venir par des banderoles, pancartes, slogans, chansons…Et pour amorcer la pompe, nous proposons de répéter à la maison les slogans suivants:

- ***TU MAINTIENS 64, ON TE REFAIT 68***
- ***CARRIERES HACHEES, RETRAITES A CHIER***
- ***MACRON NOUS VOLE NOS RETRAITES ET NOS REVENUS AUSSI***
  MAIS ON RESTE DÉTER, POUR BLOQUER LE PAYS
- ***……***

Interrogation orale (avec porte-voix) le 31 janvier à partir de 11h !

A la grille du lycée Jacques Cartier, les enseignants expriment leur opposition à la contre-réformer des retraties.

Imprimé sur support papier par nos soins
Directeur de la publication: Daniel BOUFFORT